

L'UA déjà plombée ?

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

27 juin 2014

Il y a des sujets qui dérangent et qu'on préfère éviter. Pour rester politiquement correct ou alors dans l'espoir que les choses finissent par se tasser. Mais c'est rarement la bonne solution. Car très souvent le problème s'envenime et finit par vous éclater en plein visage. Les tensions qui se font jour à propos de l'avenir de l'enseignement universitaire en Guadeloupe et en Martinique, et le statut dont sera dotée la nouvelle entité universitaire, dénommée université des Antilles (UA), appartient à cette catégorie-là. De quoi s'agit-il ? D'un incroyable gâchis dont on refuse de reconnaître la réalité. L'université des Antilles-Guyane (UAG) est morte de l'impéritie de certains, de la fourberie d'autres, et de la lâcheté de la plupart de ceux qui l'ont gouvernée. Au lieu d'être un temple du savoir, l'UAG a développé des chapelles, entretenu des coteries, et abrité des forbans. Le tout sur fond de guerre sourde entre les différents pôles que sont la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane. Pour tenter de régler la crise, l'État toujours prompt à appliquer la solution la moins onéreuse, la moins compliquée en apparence, s'est laissée dire qu'il suffirait de refaire à l'identique ce qui existait déjà, la Guyane en moins. Trop simple. Donc forcément simpliste. Les partisans d'une université de Guadeloupe (UG) avaient accepté de renoncer à leur ambition, et admis l'idée d'une université des Antilles composée de la Guadeloupe et de la Martinique. Ils avaient en revanche demandé des changements quant à la gouvernance. Pour aller vite, une véritable autonomie administrative et financière des deux pôles entre autres. Victorin Lurel député et président de Région avait accompagné le mouvement. Il a demandé au secrétaire d'État à l'enseignement supérieur Madame Fioraso, de consigner tout ceci dans le texte de l'ordonnance qui créait l'université des Antilles, et de programmer de nouvelles élections, sur la base de nouveaux statuts, compte tenu du fait qu'on faisait naître une nouvelle entité. Dans son projet d'ordonnance, le ministère a superbement ignoré les doléances de la Guadeloupe. Du coup, la Région a émis un avis défavorable au texte du ministre. Dans le même temps, on assiste à un incroyable scénario où la

présidente de l'ex UAG encouragée par un comité de soutien, joue les viragos tout en se posant en victime. Le ton et la teneur de la lettre qu'elle a adressée au président du conseil régional de la Guadeloupe qui l'invitait à venir s'exprimer lors de la dernière plénière laisse pantois. Cette fois, elle s'est certainement mis à dos un plus grand nombre de Guadeloupéens. Et pas seulement les universitaires pro UG. Jacques Gillot sénateur et président de Département qui jusqu'ici avait soutenu l'UA, s'est montré lui aussi, soucieux d'une autonomie financière et administrative réelle pour les pôles. L'intersyndicale qui regroupe les partisans d'une UG sont repartis au combat. La prochaine rentrée universitaire s'annonce d'ores et déjà mouvementée. Dans un précédent éditorial j'avais émis l'idée selon laquelle tôt ou tard la question d'une université Guadeloupe serait à nouveau posée. J'avais indiqué 5 ans. Si le problème de l'ordonnance n'est pas vite réglé, je crains fort que ce ne soit beaucoup plus tôt. Mais est-ce un mal ?